

« Bâtissons ensemble...
...un Québec souverain »

Action

Souverainiste

Pour une société nouvelle
dans un Québec souverain

Plate-forme Politique 2007
(les grands axes)

<http://ActionSouverainiste.org>

L'Action Souverainiste

Bâtissons ensemble un Québec souverain

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|----|
| VALEURS | 5 |
| PLATE-FORME POLITIQUE | 6 |
| 1. La Souveraineté du Québec et l'équilibre fiscal Ottawa – Québec..... | 7 |
| 1.2 Une nouvelle fiscalité québécoise | 8 |
| 1.2.1 Taxes de vente (TPS & TVQ)..... | 8 |
| 1.2.2 Impôts fonciers et taxes scolaires | 9 |
| 1.2.3 Impôts sur les revenus..... | 9 |
| 1.3 La Souveraineté du Québec | 11 |
| 2. La prospérité des régions. | 11 |
| 3. Une nouvelle politique de la famille visant la relance de la natalité | 13 |
| 5. Notre système d'éducation..... | 24 |
| 6. La place des femmes et de notre jeunesse dans notre société..... | 25 |
| 7. La prise en charge d'une population vieillissante et de nos aînés | 25 |
| 8. La lutte à la pauvreté et l'élimination de la misère au Québec. | 25 |
| 9. Une approche incitative pour l'épanouissement du français et de notre culture | 28 |
| 10. Une nouvelle politique d'intégration populaire garantissant le respect des citoyens et de la démocratie en plaçant le Peuple Québécois au cœur de nos préoccupations et en plein contrôle de sa destinée. | 29 |
| 11. Loisirs, Sports et Culture | 29 |
| 12. Engagement municipal et régional | 30 |
| 13. Industrie et commerce..... | 31 |
| 14. Agriculture / Pêcherie | 31 |
| 15. Ressources naturelles..... | 31 |

Pour une société nouvelle dans un Québec souverain - 2007 V1.11

<http://ActionSouverainiste.org>

L'Action Souverainiste

Bâtissons ensemble un Québec souverain

| | |
|---|----|
| 16. Environnement..... | 32 |
| 17. Institutions démocratiques | 33 |
| Refonte de la loi électorale du Québec | 33 |
| 18. Remboursement de la dette..... | 33 |
| 19. Identité et rayonnement international | 33 |
| 20. Prises de position sociales et morales..... | 34 |
| ANNEXE..... | 35 |
| «Commission sur le déséquilibre fiscal» | 35 |

Pour une société nouvelle dans un Québec souverain - 2007 V1.11

<http://ActionSouverainiste.org>

3/36

Robert Graveline

Direction@ActionSouverainiste

2007/08/20

L'Action Souverainiste

Bâtissons ensemble un Québec souverain

INTRODUCTION

Le Québec ne prendra vraiment son envol comme société mature et comme nation distincte et prospère en Amérique du Nord que s'il détient le plein contrôle de tous les leviers nécessaires à son développement économique, politique, culturel et social.

Cet énoncé constitue le premier *credo* de l'Action Souverainiste.

L'affirmation de la souveraineté du Québec se fera le moment voulu par un vote majoritaire d'un Peuple fort et bien déterminé à rayonner et à prendre sa place, comme un pays à part entière, à côté des autres nations dans cette nouvelle ère de mondialisation du troisième millénaire.

Le Québec affirmera sa Souveraineté le moment voulu par un vote de confiance et par un mandat clair que le peuple du Québec donnera en ce sens à un parti politique au pouvoir et c'est justement ce mandat que sollicite l'Action Souverainiste et qu'elle acceptera fièrement de relever comme défi.

Le peuple Québécois répondra bien à l'appel que lance l'Action Souverainiste si on le place dans un contexte gagnant, et la mise en place d'un tel contexte est très précisément le premier objectif que se fixe l'Action Souverainiste.

La présente plateforme politique décrit sommairement la vision de société à forte décentralisation que prône l'Action Souverainiste et résume les principaux axes d'intervention prioritaire d'un gouvernement de l'Action Souverainiste.

Pour une société nouvelle dans un Québec souverain - 2007 V1.11

<http://ActionSouverainiste.org>

4/36

L'Action Souverainiste

Bâtissons ensemble un Québec souverain

VALEURS

L'Action Souverainiste, ses instances et ses membres, dans la poursuite des objectifs énoncés dans le présent programme politique adhèrent et sont guidées par les valeurs fondamentales suivantes :

L'égalité fondamentale de tous les êtres humains.

La dignité et la valeur de la personne, fondements de l'égalité et de la justice sociale, sans discrimination de sexe, d'âge, d'origine sociale ou ethnique, de religion ou d'orientation sexuelle.

Le respect des individus, de leurs droits fondamentaux et de leur diversité culturelle.

La tolérance, l'équité, la compassion, la générosité envers les personnes plus faibles et la solidarité axée sur la justice sociale et sur la participation de tous à la richesse collective.

L'importance de la famille, fondement de notre identité culturelle et terreau du développement et de l'épanouissement de la Nation québécoise.

Le respect des droits collectifs du peuple québécois dans la protection des droits individuels, des droits des minorités et des droits des Nations Autochtones, autant sur le plan économique que culturel.

Le respect de la Terre et de façon particulière le respect du Québec, de ses ressources et de ses habitants, la protection de l'environnement dans la perspective d'un développement durable des ressources.

La liberté, l'ouverture au dialogue et les valeurs démocratiques.

La responsabilité et l'imputabilité.

L'honnêteté et la transparence.

Pour une société nouvelle dans un Québec souverain - 2007 V1.11

<http://ActionSouverainiste.org>

5/36

L'Action Souverainiste

Bâtissons ensemble un Québec souverain

PLATE-FORME POLITIQUE

L'approche que propose l'Action Souverainiste n'est pas magique. En fait, elle est fort simple. Elle consiste à faire fonctionner la démocratie, c'est-à-dire qu'elle consiste principalement à centrer l'action du gouvernement que l'Action Souverainiste entend former autour des grandes priorités du peuple québécois, autour des besoins et des priorités qui ont été souvent exprimées et que nous connaissons tous fort bien.

L'Action Souverainiste va écouter le peuple québécois et va puiser dans notre compétence collective pour proposer des solutions novatrices aux problèmes qui nous sont exposés pour ensuite travailler avec cœur et sincérité, en y mettant une énergie, une vigueur et une détermination sans borne, tous ensemble avec conviction et de concert avec la population du Québec autour des vraies préoccupations et des vraies priorités que les Québécois nous ont fait connaître et qu'ils nous demandent d'adresser.

L'Action Souverainiste propose aux Québécois de s'attaquer aux priorités d'action suivantes :

La Souveraineté du Québec et l'équilibre fiscal Ottawa – Québec,

La relance de la prospérité des régions en proposant un nouveau modèle de société qui favorisera le développement économique du Québec en plaçant les régions au cœur de nos préoccupations et en plein contrôle de leur destinée,

Une nouvelle politique de la famille visant la relance de la natalité au Québec tout en reconnaissant les aspirations des femmes modernes,

La Santé,

L'Éducation,

La place des femmes et de notre jeunesse dans notre société,

La prise en charge d'une population vieillissante et de nos aînés,

La lutte à la pauvreté et l'élimination de la misère au Québec,

La protection et la promotion du français favorisant l'intégration culturelle, pour démontrer que nous formons une société inclusive,

Une nouvelle politique d'intégration populaire garantissant le respect des citoyens et de la démocratie en plaçant le Peuple Québécois au cœur de nos préoccupations et en plein contrôle de sa destinée.

Pour une société nouvelle dans un Québec souverain - 2007 V1.11

<http://ActionSouverainiste.org>

L'Action Souverainiste

Bâtissons ensemble un Québec souverain

1. La Souveraineté du Québec et l'équilibre fiscal Ottawa – Québec

La mondialisation et la pression économique qu'elle entraîne sont des phénomènes auxquels le Québec devra faire face de plus en plus au troisième millénaire.

Grâce à notre talent, grâce aux efforts de nos entrepreneurs et grâce à notre ténacité sur la scène internationale, le Québec montre une assez bonne performance et dans certains secteurs de haute technologie, est souvent même à l'avant garde.

Cette réalité ne change cependant pas le fait que l'économie du Québec reste fragile et que même avec un fort taux de taxation on a du mal à soutenir l'offre de services publics aux citoyens face à toutes les pressions inflationnistes qui s'exercent sur notre économie.

Les Québécois payent beaucoup de taxes et d'impôts à trois paliers de gouvernement et ils ne peuvent malheureusement pas disposer à leur guise des argents collectés par les programmes et la fiscalité du gouvernement central d'Ottawa.

Tant que le Québec ne sera pas un pays Souverain et qu'on vivra dans la fédération canadienne on devra tenir compte de cette situation dans la continuité de nos opérations courantes en gaspillant souvent énormément d'efforts et de ressources pour livrer des services à la population tout en défendant notre droit de gérance sur nos propres programmes de développement économique et social.

Nous sommes cependant forcés de conclure que pour faire face à la concurrence mondiale en ce début de notre troisième millénaire et s'il veut rayonner et prospérer sur la scène internationale, le Québec a besoin de toutes ses ressources fiscales pour remodeler notre société, pour empêcher la désertification de nos régions et pour rendre ces dernières attrayantes aux investisseurs et ainsi les rendre économiquement rentables et performantes comme moteur de notre économie.

Le Gouvernement du Québec doit se comporter avec dignité et rigueur et mettre toutes ses énergies à récupérer les argents qu'Ottawa refuse de nous retourner à juste titre.

L'Action Souverainiste mettra sur pied une «Commission sur le déséquilibre fiscal» (voir détails en annexe) pour surveiller l'évolution de la fiscalité canadienne pour s'assurer de la transparence des opérations effectuées par Ottawa. Cette commission fera état de ses travaux à l'Assemblée nationale à chaque trimestre afin que tous les Québécois soient bien informés pour suivre ce dossier et qu'ils comprennent bien l'état du déséquilibre fiscal et ses impacts.

Les écarts d'Ottawa doivent être dénoncés de façon rigoureuse. L'Action Souverainiste mettra rapidement en place des mécanismes de suivi et d'intervention rigoureux pour garantir que le Québec ne soit pas bafoué dans ses droits constitutionnels, et le cas échéant entamera les procédures légales qui s'imposent.

Pour une société nouvelle dans un Québec souverain - 2007 V1.11

<http://ActionSouverainiste.org>

7/36

L'Action Souverainiste

Bâtissons ensemble un Québec souverain

En parallèle à cette surveillance et à cette démarche de sensibilisation, l'Action Souverainiste soumettra à l'Assemblée nationale des amendements à la loi 99, amendements visant à lui donner une portée constitutionnelle permettant au Québec d'encadrer le droit d'Ottawa de prélever des taxes et des impôts au Québec. Au sens large, l'Action Souverainiste propose de revoir le pouvoir de dépenser d'Ottawa, et de le faire de façon unilatérale s'il le faut, afin de reprendre le plein contrôle sur notre fiscalité.

1.2 Une nouvelle fiscalité québécoise

Considérant que les anciens transferts fédéraux qu'il faudra récupérer et gérer à Québec représentent environ 12 milliards \$, et considérant que la TPS représente pour sa part environ 11 milliards \$, c'est donc sur un 23 milliards \$ additionnel que le gouvernement du Québec exercera sa gérance.

Cette récupération (entière) du contrôle sur la fiscalité exercée au Québec nous donne une occasion unique d'effectuer une refonte en profondeur, une refonte bien nécessaire à redonner aux Québécois une vision nette de la santé financière du Québec et tout autant nécessaire pour rebâtir la confiance des Québécois envers son institution politique.

L'Action Souverainiste propose donc de revoir la fiscalité dans son ensemble de façon à alléger tout cet exercice fiscal et pour y amener une totale transparence.

À venir : le rapatriement (à Québec) et l'intégration des programmes d'assurance-emploi et de sécurité de revenu.

1.2.1 Taxes de vente (TPS & TVQ)

Élimination immédiate de toutes les taxes de vente, TPS et TVQ sur les produits fabriqués au Québec.

Le Québec ne peut cependant pas se priver des quelques 22 milliards \$ de revenus autonomes que représentent cette entrée d'argent que représente la TVQ, ni des transferts de fiscalité que représente la portion TPS reprises du fédéral.

La partie de ces argents, seulement la partie nécessaire à la gouvernance du Québec et à la réalisation des objectifs décrits au programme de l'Action Souverainiste, sera donc collectée directement via l'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés.

Considérant l'allègement administratif que représente l'élimination de tous les systèmes et de toutes les infrastructures nécessaires à la gestion de la taxation, on peut s'attendre aussi à une diminution des coûts de l'appareil de l'état et donc à un effet bénéfique sur la fiscalité nette des contribuables, soit l'équivalent de 200 millions en baisses d'impôts, ce qui représentant environ le tiers du budget d'opération du Ministère du Revenu.

Pour une société nouvelle dans un Québec souverain - 2007 V1.11

<http://ActionSouverainiste.org>

L'Action Souverainiste

Bâtissons ensemble un Québec souverain

Sans avoir à collecter, comptabiliser et effectuer les remises de taxes au gouvernement, l'administration de tous les organismes et de toutes les entreprises sera évidemment simplifiée et donc moins coûteuse. Ces économies devraient permettre à nos industries d'augmenter leur performance, d'être plus compétitives et ainsi de prendre de l'expansion.

De plus, l'élimination des taxes de vente devrait favoriser les ménages à faible revenus et conséquemment provoquer une certaine poussée de reprise économique au Québec.

1.2.2 Impôts fonciers et taxes scolaires

Dans la continuité des simplifications nécessaires à garantir la transparence de la gouvernance du Québec les taxes et les impôts collectés par les villes seront graduellement éliminés sur une période de 5 ans.

Toute l'assiette fiscale des villes et des commissions scolaires sera graduellement (sur 5 ans) assumée par des transferts versés aux régions selon les plans de déconcentration et de développement régional qui seront fournis par les administrations régionales.

1.2.3 Impôts sur le revenu

On a tous entendu « à la blague » que le contribuable moyen travaille 6 mois pour le gouvernement et ensuite il peut commencer à travailler pour lui-même... c'est donc 50% de ses gains qui partent en taxes et impôts de toutes sortes.

Parce que le Québec contrôle maintenant l'ensemble de la fiscalité sur son territoire, et considérant que l'impôt sur le revenu est devenu la principale source de revenus du gouvernement les grilles d'imposition seront revues afin que les contribuables voient directement leur contribution à la prospérité du Québec.

Les grilles d'imposition devront donc dès 2008 fournir les 42 milliards \$ qui constituent les revenus autonomes du Québec.

Dans les 5 prochaines années les grilles d'imposition s'ajusteront pour fournir de plus la somme de 10 milliards \$ que représentent les taxes et l'impôt foncier perçu par les villes et les commissions scolaires.

Pour une société nouvelle dans un Québec souverain - 2007 V1.11

<http://ActionSouverainiste.org>

9/36

L'Action Souverainiste

Bâtissons ensemble un Québec souverain

Exemple de grille d'imposition (2008) (contribution vs revenus moyens)

| | Moins de 10k\$ | 10k\$ à 20k\$ | 20k\$ à 50k\$ | 50k\$ à 100k\$ | Plus de 100k\$ |
|--|----------------|----------------|-------------------|-------------------|------------------|
| Nouveau Taux d'imposition Québec | 0,0% | 1,0% | 10,0% | 15,0% | 22,5% |
| Nouvel impôt payé Québec (moyen) | 0 \$ | 96 \$ | 3 246 \$ | 9 726 \$ | 41 081 \$ |
| Taux d'imposition rapatriement de la fiscalité fédérale | 0,0% | 1,0% | 10,0% | 15,0% | 22,5% |
| Nouvel impôt payé rapatriement de la fiscalité fédérale (moyen) | 0 \$ | 96 \$ | 3 246 \$ | 9 726 \$ | 41 081 \$ |
| Total revenu d'imposition | 0 \$ | 314 600 000 \$ | 13 307 580 000 \$ | 13 071 630 000 \$ | 9 202 050 000 \$ |

**Revenu autonome
Impôt des particuliers 35 895 860 000 \$**

Au net, en considérant l'élimination des taxes de vente, le contribuable québécois moyen verra son pouvoir d'achat augmenter. Ceci est particulièrement vrai et important pour les gens au seuil de la pauvreté.

La fiscalité des entreprises sera elle aussi revue pour refléter l'élimination de la taxe de vente et le rapatriement à Québec de l'ancienne fiscalité fédérale. La contribution totale des entreprises atteindra un niveau d'environ 15 milliards \$ de façon à compléter les revenus budgétaires du gouvernement.

Avec ses revenus d'entreprises, de ses sociétés d'État et ses autres revenus le gouvernement équilibrera son budgétaire à un niveau estimé de 55 milliards \$.

Pour une société nouvelle dans un Québec souverain - 2007 V1.11

<http://ActionSouverainiste.org>

10/36

Robert Graveline

Direction@ActionSouverainiste

2007/08/20

L'Action Souverainiste

Bâtissons ensemble un Québec souverain

En plus de sa contribution à la fiscalité québécoise, chaque contribuable devra de plus verser une contribution de péréquation canadienne de 1 500 \$. Un fonds de péréquation sera créé et les versements en péréquation canadienne seront effectués selon des négociations à venir avec les provinces canadiennes plus nécessiteuses.

Un budget actualisé et plus détaillé sera publié lors de la campagne électorale de 2007-2008.

1.3 La Souveraineté du Québec

Selon l'ouverture démontrée par Ottawa à considérer le Québec comme une nation souveraine et à négocier d'égal à égal avec le Québec une fiscalité honnête et juste et à revoir la fiscalité pour assurer le Québec d'une participation équitable à la fédération canadienne, le gouvernement de l'Action Souverainiste réévaluera l'urgence de faire du Québec un pays souverain. Cette conclusion, si elle devait être posée, sera portée devant le Peuple du Québec qui sera alors appelé à se prononcer sur l'orientation qu'il souhaite prendre.

L'intention de l'Action Souverainiste est d'affirmer La Souveraineté du Québec pour favoriser son épanouissement politique, économique et culturel et non pas pour isoler le Québec. Un Québec Souverain est un nouveau pays à part entière, mais il n'en demeure pas moins un partenaire économique dans l'Amérique du Nord.

Disons les choses simplement et franchement et tous les Québécois, tous les canadiens, toutes les nations libres et souveraines comprendront que le Québec n'a certes pas l'intention de s'isoler mais que bien au contraire le Québec avec son projet d'affirmation de sa Souveraineté veut simplement mieux gérer lui-même sa destinée en décidant de ses ententes et de ses associations avec des partenaires qu'il aura choisi selon ses propres objectifs et les propres aspirations de son Peuple.

L'Action Souverainiste veut donc proposer aux Québécois une option claire et une démarche à laquelle ils pourront adhérer pour réaliser le moment voulu la Souveraineté du Québec. Dans ce processus le Peuple du Québec sera informé et consulté à chaque étape importante de cette démarche d'affirmation.

2. La prospérité des régions.

On ne peut pas assister impassible à la délocalisation de nos industries ainsi qu'à la désertification et à la mort de nos régions et de notre économie. L'Action Souverainiste se donne le mandat de renverser cette tendance. L'Action Souverainiste propose aux Québécois de relever ce défi.

Pour relancer son développement économique le Québec doit prendre du recul et avoir une vision à long terme. Les Québécois devront être assez déterminés pour poser des gestes importants immédiatement afin d'enrayer la désertification de ses régions ainsi que pour relancer la natalité et pour reprendre le leadership de notre développement.

Pour une société nouvelle dans un Québec souverain - 2007 V1.11

<http://ActionSouverainiste.org>

11/36

L'Action Souverainiste

Bâtissons ensemble un Québec souverain

L'Action Souverainiste croit que l'enrichissement du Québec passe par l'occupation de son territoire, par la revitalisation de ses régions et par le développement de l'autosuffisance du Québec dans tous ses secteurs d'activité. (Programmes d'accès à la propriété pour les familles qui veulent s'établir en région.)

L'Action Souverainiste croit que le Québec doit devenir autosuffisant et autonome non pas pour se replier sur lui-même mais afin que cet objectif d'autosuffisance serve de catalyseur au processus de développement d'une main d'œuvre bien éduquée et qualifiée, une main-d'œuvre et un entrepreneurship capable d'affirmer l'expertise québécoise sur la scène internationale, une main-d'œuvre et un entrepreneurship capable d'être au cœur de grands projets et dont la synergie montrera hors de tout doute que nous sommes capable de faire naître un Pays.

Afin d'activer la croissance économique et afin de favoriser le développement rapide d'industries diverses, l'Action Souverainiste propose un nouveau modèle de société pour favoriser le développement économique du Québec en plaçant les régions au cœur de nos préoccupations et en plein contrôle de leur destinée, un modèle de société où les régions seront au cœur du développement économique et social du Québec comme elles l'ont souvent réclamé.

Cet élan de développement sera marqué par de grands chantiers où le talent de nos urbanistes, de nos architectes, de nos ingénieurs, de nos gestionnaires et de nos entrepreneurs devra exceller pour bâtir des villes nouvelles à échelle humaine et respectueuse de l'environnement. Des projets importants seront lancés pour la mise en place de nouvelles infrastructures urbaines et de transport en commun, toutes axées sur des énergies propres et renouvelables. Le Québec deviendra un modèle de modernité dont l'expertise et les réussites feront notre fierté et seront le gage de la prospérité des générations futures.

De plus, pour atteindre cet objectif, et du même souffle pour s'imposer dans les industries de transformation correspondant à toutes ses richesses naturelles pour du même coup soutenir son industrie primaire, le gouvernement de l'Action Souverainiste entreprendra différentes réformes de l'appareil gouvernemental et de notre législation pour simplifier et décentraliser vers les régions tous les pouvoirs, de toutes les ressources (redevances sur les ressources) et de toutes les responsabilités dont les régions ont besoin pour acquérir leur autonomie et se développer.

Toutes ces réformes feront en sorte de diminuer le nombre d'échelons qui interviennent dans le développement économique de la région et pour que les pôles de responsabilité, les compétences et les pouvoirs décisionnels soient clairement établis pour permettre aux régions de réagir promptement aux changements de contexte de l'économie mondiale.

Le gouvernement central gardera la responsabilité de la coordination nationale du développement des régions et son rôle d'arbitre afin d'agir comme gardien de l'intérêt général pour s'assurer de l'atteinte des objectifs poursuivis.

Pour appuyer la mise en place du nouveau modèle, le gouvernement central mettra en place un cadre de fonctionnement ainsi que les mécanismes de contrôle et de reddition de compte

Pour une société nouvelle dans un Québec souverain - 2007 V1.11

<http://ActionSouverainiste.org>

12/36

L'Action Souverainiste

Bâtissons ensemble un Québec souverain

garantissant la justice et l'égalité des chances entre les régions et pour éviter les dédoublements et en favorisant l'émergence de chefs de file, pour s'assurer qu'elles ne se livrent une compétition malsaine entre elles.

Les lois municipales et électorales seront réformées pour tenir compte de cette nouvelle réalité et pour garantir la représentation équitable des régions à l'Assemblée nationale. Les nouvelles lois doivent être souples et non paralysantes pour permettre aux régions d'optimiser leurs actions et laisser émerger des chefs de file.

Ces réformes, en rapprochant le pouvoir du citoyen, favoriseront une plus grande concertation et une plus grande solidarité dans notre société civile : le politique, les acteurs économiques, les partenaires sociaux et les citoyens partageant tous la même vision de l'économie, des enjeux et des problèmes de sa région.

Les régions correctement équipées avec tous les moyens économiques (redevances sur les ressources) et politiques mis à leur disposition pourront développer leurs attraits : infrastructures de communication, réseau de transport, établissements de santé, structure culturelle, de loisir et d'éducation, tout ce qui contribue à la qualité de vie et à l'émergence de nouvelles familles.

3. Une nouvelle politique de la famille visant la relance de la natalité

La famille, particulièrement au Québec, est le creuset où nos valeurs de respect, de dialogue, de compréhension, d'entraide, de partage et d'amour se fondent pour nous façonner et nous donner notre caractère distinct qui identifie et qui fait la fierté de la nation québécoise. C'est aussi par une vie familiale épanouie que naît la tolérance et la solidarité sociale.

Pour l'Action Souverainiste la famille est une institution primordiale à notre survie. La famille est placée au cœur du nouveau modèle de société dont le Québec doit se doter, car c'est par des familles fortes qu'on assurera notre survie et que la nation québécoise se perpétuera.

Malheureusement, comme dans tous les pays occidentaux le taux de natalité au Québec a depuis quelques années atteint un seuil critique représentant en 2003 une fécondité de 1,5 enfant par femme. Cette pauvre performance est bien en dessous de la fécondité de 2,1 enfants par femme généralement nécessaire à assurer un renouvellement sain de la population.

Le Québec se meurt. C'est un triste fait auquel nous devons réagir énergiquement avant que le Québec et que l'identité Québécoise ne soient perdus à jamais.

Comme c'est la survie même de notre identité qui est en jeu, il ne faut pas avoir peur de se ressourcer et d'imaginer des formules audacieuses pour relancer la natalité pour retrouver d'ici quelques décennies une fécondité moyenne de 2,1 enfants par femme.

L'Action Souverainiste mettra donc de l'avant des mesures incitatives énergiques pour promouvoir la natalité en mettant sur pied différents programmes d'allocations à la naissance et

Pour une société nouvelle dans un Québec souverain - 2007 V1.11

<http://ActionSouverainiste.org>

13/36

L'Action Souverainiste

Bâtissons ensemble un Québec souverain

de suppléments de revenus offerts aux jeunes familles québécoises qui désirent fonder une famille nombreuse.

Comme premier élément de sa politique de la famille, l'Action Souverainiste propose une allocation à la naissance (libre d'impôt) de 2 mille dollars par enfant, soit environ 150 millions de dollars par année. L'allocation sera versée à la femme et la mère y aura droit pour ses enfants nouveaux nés durant l'année fiscale ou la grossesse est rendue à terme avec succès. C'est une formule simple et claire qui démontre l'importance que L'Action Souverainiste accorde à la relance de notre natalité.

Cette première mesure est certes intéressante, mais quand on songe au coût de la vie et à l'inflation toujours présente, une prime à la natalité n'est peut-être pas suffisante pour motiver les jeunes couples québécois et les aider à fonder une famille nombreuse. Donc en plus de cette première mesure incitative qu'est l'allocation à la naissance, L'Action Souverainiste propose un supplément de revenus annuels de 2 mille dollars par enfant de moins de 5 ans, soit environ 850 millions de dollars par année. Cette allocation est ici aussi versée à la femme, pour les jeunes familles québécoises dont le revenu annuel du couple est inférieur à 75 mille dollars.

Selon le succès que remportera ce programme, ces mesures incitatives ainsi que les conditions d'admissibilité seront réévaluées à chaque année.

Ces programmes visent à aider les jeunes familles qui aimeraient avoir de nombreux enfants et qui ont besoin d'aide financière pour réaliser ce rêve. Les couples mieux nantis, ceux qui peuvent déjà s'accorder certains luxes comme par exemple l'achat de « VUS » et des motoneiges, ou de multiples véhicules dont la valeur totale dépasse 40 mille dollars, seraient exclus du programme ou en seraient retirés dès qu'elles procéderaient à de tels achats. IDEM en ce qui concerne la possession d'habitations primaires et secondaires dont la valeur dépasserait au total 250 mille dollars.

Les incitatifs financiers ne sont pas tout.

Il faut permettre aux femmes qui ont une ambition professionnelle de s'épanouir et de faire carrière tout en contribuant à la natalité au Québec. L'Action Souverainiste propose donc d'aller bien au-delà du programme actuel des garderies subventionnées (à 7\$) et :

1. de supporter la gratuité du réseau de garderies éducatives,
2. d'augmenter l'offre de service pour tenir compte des parents travaillant sur des horaires atypiques,
3. d'intégrer le réseau des CPE au réseau de l'éducation du niveau prématernelle et du niveau maternel.

Pour une société nouvelle dans un Québec souverain - 2007 V1.11

<http://ActionSouverainiste.org>

L'Action Souverainiste

Bâtissons ensemble un Québec souverain

Il faut donc commencer par travailler sur la situation (programmes d'aide et d'appui) et sur la perception (présence de l'État et valorisation du rôle) qu'ont les femmes de la maternité et de la famille.

La place et le rôle de l'homme doivent aussi être mis sous la loupe car sa présence et son implication totale sont essentielles pour fonder une famille stable où plusieurs enfants pourront s'épanouir. Nos institutions et notre système d'éducation doivent se pencher sur le rôle du père. Des forums et des ateliers doivent permettre d'entendre les jeunes couples et d'adapter notre société et nos différents modes de fonctionnement pour permettre la naissance de couples et de familles durables, une valeur fondamentale à la survie de notre nation.

Une nouvelle politique de la famille devrait donc consolider nos acquis et permettre de redéfinir la famille face à la Nation pour en faire une valeur fondamentale pour la survie de notre Peuple dans la société de demain et dans un Québec Souverain.

De concert avec les régions, les entreprises et le monde syndical, le gouvernement de l'Action Souverainiste harmonisera le programme de relance de la natalité avec les ajustements requis au Code du travail pour protéger les acquis professionnels, pour maintenir le lien d'emploi ainsi que les conditions de travail des parents qui prennent des congés lors de la naissance d'un enfant.

De concert avec les régions, le gouvernement de l'Action Souverainiste harmonisera aussi les différents programmes d'accès au logement et à l'éducation pour faciliter l'établissement de la nouvelle famille et assurer l'éducation de ces nouveaux citoyens.

Les jeunes ménages et la relance de la natalité ne sont qu'une facette du plan de relance de la famille qui doit caractériser le Québec du troisième millénaire.

Dans ses efforts de promotion de la famille et de la préservation de l'identité québécoise, l'Action Souverainiste propose aussi de faciliter l'adoption québécoise et de mettre en place des programmes et des mesures particulières pour la prise en charge de nos aînés et des membres de nos familles qui sont en perte d'autonomie.

4. Notre système de santé

Depuis plusieurs années déjà la remise en état de notre système de santé est au cœur des préoccupations de tous les Québécois et de nos gouvernements.

Ses principaux problèmes sont quotidiennement médiatisés. Les listes d'attente pour différents traitements ou chirurgies restent longues, trop longues. Les salles d'attente sont pleines. On dépasse souvent la capacité dans les urgences de nos hôpitaux, mettant ainsi en danger la santé, voir même la vie des patients.

La promiscuité qu'on vit à l'urgence contribue de façon néfaste à l'efficacité du système et nuit à la santé du personnel soignant déjà trop sollicité.

Pour une société nouvelle dans un Québec souverain - 2007 V1.11

<http://ActionSouverainiste.org>

15/36

L'Action Souverainiste

Bâtissons ensemble un Québec souverain

Des solutions existent et nous les connaissons.

En effet, tous les gouvernements, tant au provincial qu'au fédéral, ont commandé leurs études qui arrivent toutes sensiblement aux mêmes conclusions : il faut réinjecter des ressources financières et humaines dans le système de santé.

Un énorme défi à relever par tous les Québécois : tout en maintenant la gratuité des soins de santé il faut continuer d'investir en santé et faire tout ce qui est humainement possible pour ajouter des ressources à tous les niveaux.

De façon prioritaire il faut investir dans les soins à domicile, dans les services de première ligne et dans la médecine familiale pour redonner au système de santé la performance qu'il connaissait il y a une dizaine d'années.

Malgré l'application des recommandations des études et malgré les réformes entreprises les problèmes perdurent.

Il faut se doter d'un système d'évaluation national qui permettra en temps réel de voir venir les problèmes et d'agir de façon proactive avec souplesse en permettant une plus grande collaboration entre les centres hospitaliers et même entre les régions.

La population vieillit. De plus en plus de gens ont recours aux services de santé. On semble incapable d'adopter des mesures et d'implanter les solutions nécessaires assez rapidement pour prendre le dessus et régler les problèmes du secteur de la santé de façon durable.

L'énormité du système le rend presque ingérable; les sommes qu'on doit y consacrer sont colossales.

Le système de santé est un système très complexe avec beaucoup d'intervenants, de syndicats et d'associations professionnelles dont malheureusement les intérêts ne convergent pas toujours vers les soins aux patients.

Les coûts du secteur de la santé représentent déjà plus de 40% du budget de la province. Le coût des médicaments explose.

Les réformes et les différentes coupures dans les budgets et dans les effectifs ont paralysé le système de santé.

On ne peut pas réduire les services et il est politiquement très impopulaire de demander aux contribuables moyens d'investir encore plus dans un secteur qui semble contrôlé par certains acteurs qui sont déjà parmi les mieux rémunérés du Québec. Le contribuable se sent pris en otage.

Pour une société nouvelle dans un Québec souverain - 2007 V1.11

<http://ActionSouverainiste.org>

16/36

L'Action Souverainiste

Bâtissons ensemble un Québec souverain

Il faut...

Il faut réparer ce que l'on a brisé.

Il faut revoir le modèle de gestion de façon à accorder l'autonomie territoriale (régionale) qui est nécessaire pour répondre à des besoins et à des problématiques spécifiques rencontrées sur le territoire.

Il faut simplifier l'organigramme de gestion et responsabiliser les différents paliers d'intervention en s'assurant d'un découpage de responsabilités efficaces et en définissant des priorités claires afin que chacun joue son rôle de façon efficiente.

Dans leur secteur respectif, de concert avec le ministère de la Santé et des Services sociaux, les différentes associations, fédérations et corporations professionnelles du secteur de la santé doivent être invitées à présenter leur vision et à développer des plans de redressement de l'état du système de santé pour le court terme et pour le long terme. Avec tous les intervenants en santé il faut développer des plans d'action détaillés cohérents couvrant une période de 10 à 15 ans afin de tenir compte des délais de formation de certains spécialistes.

Spécifiquement en ce qui concerne le volet de la mise à niveau du financement du système de santé, il faut rapidement, selon les plans d'interventions prioritaires élaborés, affecter les argent rapatriés du fédéral pour la santé et les programmes sociaux.

L'argent récupéré d'Ottawa ne sera cependant pas suffisant à régler tous les problèmes, ça nous le savons déjà très bien.

Le citoyen moyen étant déjà très lourdement taxé et imposé il faut donc immédiatement augmenter la participation du monde des affaires pour obtenir les nouvelles sources de revenus qui seront nécessaires pour remettre en état le système de santé, tant pour financer les réformes en cours, que pour réaliser les changements qui seront encore nécessaires dans les prochaines années.

Comme engagement de sa responsabilité sociale, le milieu des affaires sera directement mis à contribution pour financer la santé des Québécois. Cette contribution du monde des affaires constitue un incitatif minimal à la prise en charge de l'état de santé générale de leurs employés.

La santé des Québécois est une priorité nationale à laquelle tous doivent contribuer.

Afin de mieux contrôler les dépenses que représente le coût des médicaments il faudra aussi négocier les prix sur les médicaments utilisés et remboursés par notre système de santé. Lors de cet effort de rationalisation des coûts des médicaments il sera aussi opportun de réviser les pratiques d'utilisation de certains médicaments dont l'efficacité n'est pas concluante ou pour lesquels il existe des alternatives moins coûteuses.

Pour une société nouvelle dans un Québec souverain - 2007 V1.11

<http://ActionSouverainiste.org>

17/36

L'Action Souverainiste

Bâtissons ensemble un Québec souverain

Les temps d'attente pour différents traitements ou chirurgies restent longs, trop longs.

Dans tout le système de santé on doit se résigner à de longs délais d'attente, que ce soit pour consulter un spécialiste ou pour voir son médecin de famille. C'est partout pareil.

On attend pour un rendez-vous chez son médecin. On attend pour un examen. Souvent on doit se soumettre à plusieurs visites avant d'obtenir un diagnostic, il y a alors accumulation des attentes. Si par malheur on doit être référé au prochain palier du système de santé, on vous inscrira sur une nouvelle liste d'attente. Ce sera alors la même chose et il y a fort à parier qu'ici aussi on devra revenir pour plusieurs visites. Que ce soit pour obtenir un traitement ou pour avoir une chirurgie, le processus d'attente recommencera.

On est maintenant habitué. On vit avec les longues listes d'attente. On s'est finalement résigné. La liste d'attente est maintenant la norme. On a institutionnalisé l'attente.

Mais pourquoi faut-il attendre 6 mois et parfois plus pour un traitement, pour un examen, ou pour une chirurgie ? Pour baisser les coûts du système, espère-t-on perdre des clients dans ce délai ? Et ce maximum de 6 mois promis par nos politiciens, sur quel critère s'est-on basé pour l'établir ? Quand on est malade et qu'on a besoin de soins, pourquoi une attente de 6 mois serait-elle acceptable ? (On tolère bien moins que ça pour le règlement de nos impôts.) Et si l'attente était juste 6 semaines ou mieux si c'était juste 6 jours ?

Et que disent nos administrateurs de la santé au sujet des listes d'attente ? Pour nous faire accepter qu'il soit devenu normal d'attendre on nous explique qu'on manque de médecins, qu'on manque de spécialistes, qu'on manque d'anesthésistes, que votre chirurgie est « élective ». Prétextes et langue de bois pour défendre un système malade.

En fait, on ne nous explique jamais que pour contenir l'explosion des coûts on a implanté un système de quotas qui sert à contrôler l'offre de service. En clair, pour plafonner les coûts on empêche les médecins et les spécialistes de traiter les gens.

Dans certains cas, prenons la chirurgie comme exemple, à part les limites (quotas) imposées aux chirurgiens on a aussi d'autres contraintes budgétaires qui viennent elles aussi limiter les heures de disponibilité des salles d'opération. On ne peut opérer par exemple quand il n'y a pas de salle d'opération de prête ou lorsqu'il manque de personnel (anesthésiste ou infirmière) en salle d'opération.

L'attente pour un diagnostic, pour un traitement ou pour une chirurgie est déjà une chose terrible, mais il y a pire. Il y a l'éloignement qui vient souvent ajouter au problème des listes d'attente.

Pour une société nouvelle dans un Québec souverain - 2007 V1.11

<http://ActionSouverainiste.org>

18/36

L'Action Souverainiste

Bâtissons ensemble un Québec souverain

En effet, les gens en région doivent souvent se déplacer vers les grands centres pour être examinés par un médecin spécialiste ou pour subir un examen nécessitant du matériel spécialisé trop dispendieux pour se retrouver dans tous nos hôpitaux en région.

Il faut...

Pour le long terme il est clair qu'il faut plus de médecins. Pour s'assurer d'un approvisionnement suffisant de médecins et de spécialistes pour répondre aux besoins des années futures il faut dès maintenant, de concert avec les différents ordres professionnels et les universités :

1. reconnaître la diplomation étrangère, et
2. augmenter les inscriptions en faculté de médecine.

Pour le court terme il faut trouver des moyens de libérer des médecins spécialistes.

On peut par exemple confier plus de responsabilités et plus d'autorité de diagnostic aux médecins généralistes, ceux-là mêmes qui sont généralement le premier contact et le point de référence d'origine vers le médecin spécialiste.

Il manque aussi de médecins de famille. Il faut donc ici aussi trouver des moyens de libérer des médecins généralistes. Une approche à court terme pour former rapidement de nouveaux médecins serait de voir avec les ordres professionnels des médecins comment raccourcir la durée des études nécessaires à la formation de nouveaux médecins. On devrait explorer la possibilité d'offrir à différents professionnels de la santé de se réorienter vers la médecine en leur reconnaissant les études et l'expérience déjà acquise dans le secteur de la santé. De la même manière on devrait être plus ouverts et faire plus d'efforts pour faciliter et pour accélérer l'intégration des médecins et des spécialistes venus d'autres pays.

Une autre approche à explorer, s'appliquant particulièrement pour faciliter l'accès à des services spécialisés en région, serait d'introduire des technologies de télé-diagnostic. Cet accès à distance, fait à partir d'un hôpital en région vers un centre hospitalier spécialisé, pourrait faire en sorte que plus de spécialistes sont accessibles aux régions, évitant de nombreux déplacements.

Si une telle avenue était retenue, des équipements de pointe devraient être installés et des équipes spécialisées formées afin de tirer profit de ces nouvelles technologies pour répondre au besoin d'accès aux spécialistes à partir de centres éloignés.

La médecine évolue sans cesse. On développe de nouvelles techniques, on découvre de nouveaux médicaments. Si de façon assidue on n'a pas suivi l'évolution de la médecine et de la pharmacologie, les diagnostics posés et les traitements prescrits ne sont peut-être plus les mieux adaptés. On tâtonne, on essaye ceci, on essaye cela. On ne réussit pas à guérir le patient. Soigne-t-on trop ? Soigne-t-on mal ? Face à l'évolution constante de la médecine, s'ils ne se recyclent pas, les médecins perdent de l'assurance et de l'efficacité. Conséquences, les

Pour une société nouvelle dans un Québec souverain - 2007 V1.11

<http://ActionSouverainiste.org>

19/36

L'Action Souverainiste

Bâtissons ensemble un Québec souverain

consultations s'allongent. Et si on a un doute on demande un deuxième avis à un confrère. Les délais pour poser le bon diagnostic s'allongent et les coûts grimpent.

Afin de garder les équipes médicales au fait des avancés de la médecine en matière de diagnostic, de traitements, de nouvelles technologies et d'avancés pharmacologiques, des stages de mise à niveau doivent être offerts dans les universités et dans les centres spécialisés.

Avoir un corps médical bien formé et confiant dans ses capacités donnera une plus grande autonomie aux centres éloignés où les ressources spécialisées sont plus difficiles à justifier et à recruter.

L'atteinte d'un nouveau niveau d'excellence et de reconnaissance professionnelle bénéficiera à tous.

Le Québec peut être un leader dans le monde de la santé.

L'engorgement des urgences met en péril la santé et la sécurité des patients.

Les salles d'attente sont pleines. On vit presque tous les jours de l'engorgement aux urgences.

Un certain délai c'est peut-être normal. Après tout, on fonctionne dans un système à ressources limitées et les hôpitaux n'ont pas forcément la capacité de répondre rapidement à des pointes imprévues. Selon les institutions on voit fréquemment le taux d'occupation des urgences atteignant 150%, 200%, voir 250%. À l'occasion certains hôpitaux vont même jusqu'à fermer leur urgence et jusqu'à détourner leur clientèle vers d'autres centres. Là c'est nettement trop.

Pour les patients cet achalandage se traduit par de longs séjours sur une civière dans les corridors, et quand ça se produit le personnel infirmier cherche les patients et cherche les dossiers. La santé et la sécurité des patients sont trop souvent mises en péril. Malgré quelques tentatives de modernisation on utilise encore un système archaïque de dossiers papier qui est très lourd et sujet aux erreurs.

Une portion de l'engorgement des urgences est attribuable au manque de lits pour l'hospitalisation. En effet le corridor de l'urgence sert trop souvent de voie de garage temporaire en attendant qu'un lit d'hospitalisation se libère.

Souvent aussi on se retrouve à l'urgence car les services de première ligne sont déficients. Il manque de médecins de famille. L'horaire d'ouverture des cliniques et des CLSC est aussi un facteur d'engorgement des urgences. Quand la clinique et le CLSC sont fermés, l'urgence de l'hôpital est le seul point de service accessible à la population.

Pour une société nouvelle dans un Québec souverain - 2007 V1.11

<http://ActionSouverainiste.org>

20/36

L'Action Souverainiste

Bâtissons ensemble un Québec souverain

Il faut...

Il faut investir encore plus dans les services de première ligne, dans la médecine familiale et dans les soins à domicile.

Il faut accorder le financement nécessaire aux hôpitaux pour leur permettre d'ouvrir un nombre suffisant de lits pour répondre aux besoins d'hospitalisation en périodes de pointe. C'est un incontournable qu'il faut adresser en priorité.

On a souvent entendu dire qu'un assouplissement de certaines contraintes interprofessionnelles pourrait contribuer à améliorer la situation en permettant par exemple à des infirmières d'établir certains diagnostics et de poser certains actes jusqu'alors réservés aux médecins. La même approche a maintes fois été mentionnée en ce qui concerne les pharmaciens qui seraient souvent mieux habilités qu'un médecin à prescrire un médicament.

Un décloisonnement interprofessionnel doit s'opérer rapidement.

Il faut aussi rapprocher (proximité et complémentarité) les cliniques médicales et les CLSC, de même qu'élargir les heures d'ouverture de ceux-ci, accompagnant le tout par la levée des quotas d'offre de service qu'on impose aux médecins.

Ce sont là des pistes de solution qu'il faut explorer en priorité pour donner les services à la population sans que celle-ci se retrouve inutilement à l'urgence.

Avec la levée des quotas et l'arrivée d'un plus grand nombre de médecins il devient aussi opportun de revoir notre approche face à cette profession.

Il devrait être possible, voire même souhaitable, pour un médecin qui le désire d'adhérer pleinement au système de santé publique en tant que travailleur de l'État avec une qualité de vie, une rémunération compétitive et un cheminement de carrière motivant et avantageux.

Surcharge de travail, épuisement du personnel, abandon de la profession.

Chez le personnel infirmier l'excès de recours au temps supplémentaire pour palier au manque d'effectifs fait régulièrement les manchettes. La surcharge de travail est indiscutable, l'épuisement du personnel est alarmant.

À cause des ratées du système de santé la profession n'a plus l'attrait qu'elle avait. Il y a certes de nouvelles graduées mais elles sont de moins en moins nombreuses à épouser la profession.

On accélère le rythme de diplomation. Les infirmières arrivent mal préparées à affronter le milieu hospitalier. Les nouvelles recrues arrivent en institution avec un manque d'expérience et un manque d'assurance qui fait en sorte que le milieu hospitalier a souvent de difficultés à les intégrer.

Pour une société nouvelle dans un Québec souverain - 2007 V1.11

<http://ActionSouverainiste.org>

21/36

L'Action Souverainiste

Bâtissons ensemble un Québec souverain

Conséquemment, la profession vit plusieurs abandons suite au désenchantement des nouvelles graduées face aux énormes exigences de la profession et aux nombreux problèmes vécus dans les centres hospitaliers.

L'affectation des ressources pose aussi un problème aux équipes de nursing. On vit avec un manque de polyvalence des ressources et conséquemment avec un manque de souplesse dans les affectations.

Puisque le manque de ressources est déjà critique. Les prochains départs à la retraite vont faire très mal.

Il faut...

Il faut réparer les torts qu'on a créés à cette profession. Il faut mettre les bouchées doubles pour travailler à la reconnaissance et à la revalorisation de la profession.

Il faut mieux appuyer les débutantes et maximiser le transfert d'expertise en introduisant du mentorat.

Il faut offrir un cheminement de carrière intéressant pour attirer et retenir les infirmières.

Un nouveau combat : l'éclosion et la propagation des maladies contagieuses.

On ne peut parler du système de santé sans aborder la question de l'éclosion et de la propagation des maladies contagieuses, des nouvelles bactéries résistantes aux antibiotiques, des nombreux cas de gastroentérite, de SARM, de C. difficile et d'infections nosocomiales.

Dans plusieurs centres hospitaliers, on vit des crises à répétition. Il est de plus en plus fréquent qu'on soit obligé de restreindre, voir d'interdire, les visites aux malades.

Qui parle de propagation de maladies contagieuses parlera forcément du manque de ressources nécessaires pour assurer la salubrité et l'asepsie des établissements de santé.

Il faut...

Il faut remédier au laxisme dans les approches d'asepsie et de stérilisation.

Il faut développer des stratégies d'isolation plus efficaces.

Il faut relever les normes de déclaration de maladies contagieuses pour éviter tout risque de propagation de maladies entre patients et d'éventuelles pandémies dans la population.

Il faut corriger les vices dus au vieillissement des installations.

Pour une société nouvelle dans un Québec souverain - 2007 V1.11

<http://ActionSouverainiste.org>

22/36

L'Action Souverainiste

Bâtissons ensemble un Québec souverain

Il faut améliorer nos normes et nos pratiques d'entretien ménager en milieu hospitalier.

Il faut affecter les ressources nécessaires pour s'assurer de la désinfection régulière des hôpitaux, particulièrement des systèmes de ventilation et des secteurs à haute circulation et plus spécifiquement en chirurgie.

Le ministère de la Santé et des Services sociaux doit s'assurer, par des inspections fréquentes, que tous les établissements de santé, cabinets de médecins, cliniques médicales, hôpitaux, CLSC, centres d'hébergement, etc., respectent les normes nationales en matière de soins de santé, tant au niveau de leur accès qu'au niveau de leur qualité.

On doit envisager l'implantation de départements à environnement contrôlé et à stérilité maximale afin de faciliter l'isolement des cas lourds et les plus contagieux. Il ne faut plus permettre la circulation autour des cas contagieux. Ces cas doivent être retirés du milieu et pris en charge ailleurs dans un environnement stérile par du personnel à circulation minimale.

Il faut s'assurer d'accueillir et de former les visiteurs qui devront se plier aux mêmes mesures de désinfection, d'isolement et d'asepsie que le personnel soignant.

Remettre en santé tous les Québécois est un impératif à garantir notre rayonnement et notre prospérité.

Les Québécois doivent s'alimenter correctement et faire de l'exercice de façon régulière. L'école doit permettre aux étudiants d'intégrer des pratiques de vie saines pour qu'à long terme la population du Québec soit en meilleure santé.

Un Québec en santé qui contrôle les coûts de son système de santé est un prérequis au développement et à la prospérité de notre nation.

Conséquemment, tous doivent reconnaître que le système de santé du Québec est un service essentiel. C'est clair. Ça doit se sentir et être compris de tous, tant au niveau du gouvernement qu'au niveau des administrations des institutions de santé ou au niveau du personnel soignant, du personnel de soutien et des associations et des syndicats qui les représentent.

La remise en état de notre système de santé doit interpeller le monde des affaires et toute la société civile.

C'est en se recentrant sur les vocations sociales et professionnelles de chacun et en acceptant chacun d'assumer ses responsabilités personnelles, professionnelles et financières qu'on pourra rapidement et tous ensemble remettre en santé tous les Québécois et garantir notre rayonnement et notre prospérité.

Pour une société nouvelle dans un Québec souverain - 2007 V1.11

<http://ActionSouverainiste.org>

23/36

L'Action Souverainiste

Bâtissons ensemble un Québec souverain

5. Notre système d'éducation

Nous devons respecter nos jeunes, notre richesse s'il en est une, et tout mettre en place pour favoriser son épanouissement.

Spécifiquement il nous faut bien les préparer à assumer le leadership d'une nation souveraine et nous devons contribuer activement à son essor.

Nous devons investir dans notre jeunesse pour assurer notre avenir et nous devons de façon urgente faire coller notre système d'éducation aux besoins des régions et à la réalité québécoise.

Notre économie et nos services sociaux ont besoin de beaucoup d'expertise à court et moyen terme et, dans le respect de notre jeunesse, nous devons nous assurer de retombées positives pour toutes les ressources investies son éducation.

Dans ce contexte l'Action Souverainiste propose d'étendre la gratuité scolaire au niveau universitaire.

En facilitant l'accès aux études supérieures on peut s'attendre à ce qu'un plus grand nombre de jeunes restent à la maison avec leurs parents pour poursuivre leurs études. Les programmes d'aide financière (prêts et bourses) seront donc bonifiés pour reconnaître cette nouvelle réalité en aidant les parents à supporter leurs jeunes qui désirent poursuivre leurs études. Une aide financière substantielle accordée aux familles tout au long des études, une aide qui pourrait être plafonnée à 50k\$ par enfant et bien sûr conditionnelle à l'obtention d'un diplôme et à un débouché sur le marché du travail au Québec.

De plus, pour appuyer les orientations des régions, l'Action Souverainiste propose de financer plus spécifiquement les différents secteurs de la recherche appliquée à notre économie régionale et à nos priorités de société. En procédant ainsi le Québec détiendrait les droits et les brevets sur les produits et les procédés découlant de la recherche qu'il effectue.

L'aide financière apportée à un établissement d'enseignement sera reconnue en totalité comme exemption fiscale et le financement du système d'éducation sera revu pour soustraire à toute forme de taxation les établissements d'enseignement.

L'accessibilité ainsi que la qualité de l'apprentissage du français seront aussi priorisé à tous les niveaux de notre système d'éducation pour venir appuyer le désir du Québec de se développer et de s'épanouir en tant que communauté française en Amérique du Nord. Des programmes de francisation et des mesures incitatives importantes seront offerts aux communautés ethniques et aux néo-Québécois pour favoriser leur intégration sociale et culturelle.

En plus de préparer la nouvelle génération qui prendra la relève du Québec, l'école est un lieu privilégié où de saines habitudes de vie peuvent être enseignées. Des programmes d'éducation

Pour une société nouvelle dans un Québec souverain - 2007 V1.11

<http://ActionSouverainiste.org>

24/36

L'Action Souverainiste

Bâtissons ensemble un Québec souverain

alimentaire et des heures d'activités sportives seront ajoutés au curriculum des niveaux élémentaire et secondaire.

6. La place des femmes et de notre jeunesse dans notre société.

L'équité salariale doit devenir une réalité et nous devons implanter les politiques nécessaires à en garantir l'application pour tous ceux visés par cette forme de discrimination.

Nous sommes responsables de préparer la relève dans notre administration publique, mais nous devons aussi favoriser le même exercice dans tous les secteurs d'activité du Québec.

Nous devons reconnaître l'importance de la famille dans le développement du Québec. Nous devons redoubler d'énergie à faire la promotion de la famille et supporter les régions dans la mise en place de politiques et de programmes qui nous permettront de relancer la natalité.

Nous devons reconnaître l'apport des femmes à la société québécoise et protéger la carrière et la vie professionnelle de celles-ci hors du foyer tout en leur garantissant la protection du lien d'emploi et de la totalité de ses droits et conditions de travail lors d'un retour au travail suite à une grossesse.

7. La prise en charge d'une population vieillissante et de nos aînés

Pour plusieurs d'entre nous, ce sont de nos pères et de nos mères dont il est question ici. Nous devons prendre nos responsabilités en leur permettant de prendre une retraite bien méritée dans la paix et dans la sérénité.

Les aînés ne doivent pas être perçus comme un problème pour les régions et une charge pour l'État, ou pour leur famille et surtout pas pour la femme, l'épouse ou la fille, que l'on utilise trop souvent comme une aidante naturelle gratuite.

Une nouvelle politique de prise en charge des aînés doit être élaborée pour d'une part les rassurer et surtout pour leur permettre de continuer leur cheminement dans la dignité.

De concert avec les régions nous devons harmoniser cette prise en charge sociale avec les autres politiques de relance de l'économie et de l'emploi, de l'intégration des femmes et de notre jeunesse ainsi que de la relance de la natalité et de la famille.

8. La lutte à la pauvreté et l'élimination de la misère au Québec.

La pauvreté ce n'est pas qu'une statistique sur les revenus ou sur l'absence d'un revenu adéquat pour une personne ou pour une famille. La pauvreté c'est ce qui empêche les gens d'avoir une vie décente. Il nous faut voir et reconnaître la pauvreté partout où il y a de la misère sociale, peu importe que cette misère sociale soit ou non engendrée par des revenus insuffisants.

Pour une société nouvelle dans un Québec souverain - 2007 V1.11

<http://ActionSouverainiste.org>

25/36

L'Action Souverainiste

Bâtissons ensemble un Québec souverain

On a donc besoin d'une nouvelle approche à la lutte à la pauvreté. Une approche non plus basée sur l'argent gagné et dépensé (car ce modèle est sujet à trop de fluctuations) mais une approche basée sur la capacité des gens de satisfaire leurs besoins fondamentaux et d'avoir une vie décente.

Par la présente plate-forme politique nous proposons :

De faire adopter par l'Assemblée nationale une motion qui engagera le gouvernement du Québec à intégrer les volets de la «lutte à la pauvreté» et de «l'élimination de la misère sociale» dans tous les programmes et toutes les lois qui seront présentées à l'Assemblée nationale afin de s'assurer que chacune de nos actions visera aussi à faire disparaître ce fléau ou du moins à ne pas le faire progresser.

De mettre sur pied une «Commission de l'intégration et de l'équité sociale», une commission financée à parts égales par le gouvernement du Québec et par l'entreprise privée, dont le rôle sera de mettre en place et de coordonner toutes les actions de notre société en vue de l'élimination de la misère engendrée par la pauvreté, un revenu insuffisant et toutes formes d'abandons et de rejet social. En gros, l'énoncé de la mission est simple : *«faire disparaître la misère au Québec en intégrant les pauvres à notre société et en aidant à répartir le travail et la richesse, richesse à laquelle le travail honnête permet d'aspirer»*. Tous les acteurs principaux de notre société seront interpellés et représentés à cette commission et elle rendra compte directement à l'Assemblée nationale. Certaines des priorités de la «Commission de l'intégration et de l'équité sociale» seront :

De concert avec les régions, à mettre en place un réseau de maisons d'hébergement pour accueillir les sans-abri et leur offrir les services et le soutien de base.

Par de l'aide financière, de l'aide à la coordination et par des *optimisations* d'infrastructures, soutenir les centres d'accueil et les «soupes populaires» actuelles pour s'assurer qu'aucun Québécois n'ai plus jamais froid ou faim.

Mettre en place les mesures nécessaires pour garantir la gratuité des médicaments pour les personnes nécessiteuses.

Établir avec tous les intervenants des indicateurs fiables et crédibles qui permettront de suivre les progrès de notre société et mesurer notre succès à faire la lutte à la pauvreté et à la misère au Québec.

Faire des recommandations au gouvernement sur la question du revenu minimum qui doit être assuré afin de couvrir les besoins de base ainsi que sur toute la fiscalité des faibles salariés.

Tenir des audiences publiques en invitant tous les intervenants de notre société pour jeter les bases d'amendements au Code du travail pour :

Pour une société nouvelle dans un Québec souverain - 2007 V1.11

<http://ActionSouverainiste.org>

26/36

L'Action Souverainiste

Bâtissons ensemble un Québec souverain

Permettre ou faciliter le travail à temps partagé ou à horaire coupé.

Favoriser l'intégration progressive des jeunes travailleurs inexpérimentés.

Simplifier les procédures d'enregistrement ainsi qu'alléger toute la fiscalité et autres paperasseries pour faciliter le travail «à son propre compte».

Nous savons que la pauvreté touche les familles à faible revenu, certains immigrants, certains membres de minorités visibles et bien d'autres personnes qui éprouvent des contraintes importantes. Mais nous oublions souvent que la pauvreté (et la misère sociale qu'elle engendre) ne s'arrête pas là.

Par exemple, la pauvreté et la misère sociale peuvent frapper une femme négligée par un conjoint irresponsable, trop dépensier ou qui souffre d'une dépendance quelconque. Cette femme et ses enfants vivent dans la pauvreté et à cause du revenu du conjoint peuvent échapper aux mesures conventionnelles de lutte à la pauvreté.

Un peu de la même façon, le même genre de misère sociale «d'abandon» peut aussi frapper un(e) jeune qui décide de fuir la maison pour se soustraire à différents problèmes. Cette fuite risque de se transformer en délinquance et de perpétuer le cycle de la pauvreté intergénérationnelle.

Les personnes âgées aussi vivent des problèmes de «pauvreté» similaires. Elles sont souvent abandonnées et entassées dans des maisons d'hébergement, tous leurs biens et ainsi que leurs rentes arrivant à peine à défrayer l'hébergement et les soins de santé.

La «Commission de l'intégration et de l'équité sociale» verra à ouvrir une nouvelle porte sur notre système d'aide sociale pour accueillir cette nouvelle clientèle tout aussi fragile et vulnérable.

La lutte à la pauvreté passe par l'emploi. Mais avec les taux de chômage élevés que l'on connaît, avec les fortes exigences et qualifications de plus en plus élevées qui deviennent nécessaires pour percer et s'affirmer dans le Nouveau Monde de l'économie du savoir, on peut comprendre que pour plusieurs la situation est désespérée.

Donc, pour permettre la réinsertion sociale des pauvres et des moins qualifiés il faudra créer de nouvelles classes d'emplois leur permettant de contribuer à la société selon leurs capacités plus limitées.

Nous faut-il envisager un retour à la terre et à des occupations manuelles et artisanales ? Faut-il développer de nouvelles vocations sociales ? La «Commission de l'intégration et de l'équité sociale» devra animer ce débat et voir à définir et à valoriser de nouvelles occupations peut-être moins rentables sur le plan purement économique, mais des occupations nécessaires qui peuvent aussi être très valorisantes.

Pour une société nouvelle dans un Québec souverain - 2007 V1.11

<http://ActionSouverainiste.org>

27/36

L'Action Souverainiste

Bâtissons ensemble un Québec souverain

Au chapitre de l'emploi et de la rémunération, le monde syndical et patronal devra coopérer et assumer leur juste part de responsabilité sociale face à l'implantation de ce nouveau modèle d'intégration de travailleurs non spécialisés à faible revenu. La «Commission de l'intégration et de l'équité sociale» verra ici aussi à faire les représentations et les recommandations nécessaires.

Des changements d'attitude et de comportement social importants ne peuvent pas s'opérer sans s'attaquer au foyer même ou se vit et se concentre la pauvreté.

Les programmes des logements sociaux doivent s'intégrer avec les autres politiques de réinsertion sociale des pauvres pour vider les ghettos et redistribuer ces nouveaux citoyens dans des régions plus saines et capables de les accueillir et de les intégrer. La «Commission de l'intégration et de l'équité sociale» verra avec les régions, les ministères et les organismes concernés comment effectuer ces transitions et à développer un réseau de maisons d'accueil pour accueillir les démunis, les sans-abri et les itinérants.

La lutte à la pauvreté ce n'est pas simplement d'injecter de l'argent, année après année, pour gérer les crises du court terme. La vraie lutte à la pauvreté et l'élimination de la misère sociale nécessitent d'opérer des changements en profondeur dans notre société. Notre rôle comme gouvernement, et notre défi comme société, c'est de mettre en place avec le concours des régions les mesures et les programmes nécessaires pour faire disparaître la misère et faire reculer la pauvreté de façon durable.

Il nous faut poser des gestes et des actions qui nous assureront un redressement permanent de la situation et la «Commission de l'intégration et de l'équité sociale» est un gage de notre implication et de notre engagement.

9. Une approche incitative pour l'épanouissement du français et de notre culture

Il fait consensus que le français est la langue officielle du Québec et ce fait sera particulièrement vérifié dans un Québec Souverain.

L'Action Souverainiste reconnaît que la langue est une façon de vivre et de s'affirmer en tant que Peuple. Conséquemment, l'Action Souverainiste apportera les amendements nécessaires aux lois du Québec pour s'assurer que la langue française est reconnue comme la langue principale à utiliser dans le milieu de travail dans toutes nos entreprises ainsi que lors de nos échanges quotidiens.

Incitatifs à la francisation. L'Action Souverainiste propose une approche proactive en investissant dans la promotion du français par des incitatifs tant sur le plan financier que pédagogique partout où le français est en déclin ou est menacé pour amener les allophones et les immigrants à s'intégrer au Québec et à adopter le français comme langue d'usage courant.

Pour une société nouvelle dans un Québec souverain - 2007 V1.11

<http://ActionSouverainiste.org>

28/36

L'Action Souverainiste

Bâtissons ensemble un Québec souverain

L'Action Souverainiste investira premièrement dans une reconnaissance financière accordée à une famille d'immigrants ou à une entité qui s'est bien intégrée au français et qui a fait du français sa langue privilégiée.

Une vaste campagne de francisation. Deuxièmement, L'Action Souverainiste investira pour offrir des cours de français gratuits, en continue dans toutes nos écoles et dans tous nos centres de culture par exemple dans notre réseau de bibliothèques.

Tous les programmes gouvernementaux seront revus pour s'assurer que leurs bénéficiaires détiennent une «certification» française appropriée.

Développer des programmes d'ouverture culturelle pour permettre à tous les Québécois de se rejoindre dans l'univers culturel québécois.

10. Une nouvelle politique d'intégration populaire garantissant le respect des citoyens et de la démocratie en plaçant le peuple québécois au cœur de nos préoccupations et en plein contrôle de sa destinée.

A-t-on fait de La Souveraineté un simple produit qu'il nous faut vendre ?

NON, La Souveraineté d'un pays c'est n'est pas un produit commercialisable, ce n'est pas non plus l'affaire d'un seul homme, ou même d'une seule équipe.

La Souveraineté du Québec c'est le plus beau projet et le plus grand défi auquel le Peuple du Québec tout entier est appelé à travailler.

Il faut redonner au peuple québécois le goût de faire de la politique et de s'occuper de construire leur pays.

Le gouvernement de l'Action Souverainiste financera des commissions et des tribunes populaires pour permettre aux citoyens de s'informer et de se faire entendre.

Le gouvernement de l'Action Souverainiste redonnera aux députés le rôle de porte-parole des citoyens de sa région et l'Action Souverainiste introduira le vote libre à l'Assemblée nationale.

Il est temps que l'on remette la vraie démocratie entre les mains des citoyens et que l'on remette au Peuple Québécois le mandat de faire La Souveraineté du Québec.

Le gouvernement de l'Action Souverainiste sera fier et de se voir confier un tel mandat par le peuple du Québec.

11. Loisirs, Sports et Culture

Les droits d'auteur

Pour une société nouvelle dans un Québec souverain - 2007 V1.11

<http://ActionSouverainiste.org>

29/36

Robert Graveline

Direction@ActionSouverainiste

2007/08/20

L'Action Souverainiste

Bâtissons ensemble un Québec souverain

Littérature – Peinture/Sculpture - Musique

Arts de la scène / Théâtre / Cinéma / Danse

Radio – Télévision – diffusion Internet

Étendre le modèle Sport/Étude au mode d'expression artistique et culturel

Musées et bibliothèques

Gymnases, pistes et piscines

Collaboration et échange international

12. Engagement municipal et régional

Le modèle québécois est appelé à changer et ainsi le rôle des municipalités doit être transformé pour s'harmoniser en fonction d'une déconcentration et du développement économique et social des régions.

C'est le Conseil régional qui aura la responsabilité de redistribuer les ressources et de gérer le développement régional selon les plans d'affaire et les objectifs que s'est donné le Québec.

Fiscalité

Financement entièrement assumé par le gouvernement du Québec, via le gouvernement local des régions, et ainsi élimination de toutes les taxes au niveau municipal et des coûts de gestion afférents.

Infrastructures

Mise à niveau selon un plan régional de déconcentration.

Plan de redistribution de l'utilisation de la voie maritime du Saint-Laurent.

Développement, modernisation et relance d'un réseau ferroviaire pour bien desservir les régions (TMPGV – réseau de Train de Marchandise et de Passagers à Grande Vitesse).

Transport

Gratuité des systèmes de transport en commun.

Logement social

En complémentarité avec les programmes de déconcentration et de relance des régions.

Pour une société nouvelle dans un Québec souverain - 2007 V1.11

<http://ActionSouverainiste.org>

30/36

L'Action Souverainiste

Bâtissons ensemble un Québec souverain

13. Industrie et commerce

Programme de reconnaissance du contenu québécois

1. Crédit de taxe de vente accordé sur les produits rencontrant les normes de contenu québécois.
2. Mise en place d'une agence de certification de contenu québécois
3. Loi sur l'étiquetage mettant en valeur les produits à contenu québécois

Développer l'industrie du transport basé sur l'électricité (centre d'excellence et d'expertise) : réseau ferroviaire rapide et léger, monorail, transport en commun, mini bus, petites voitures pour usage urbain.

Développer l'éolien. Faire naître des centres d'excellence et d'expertise sur l'éolien : à grande échelle et pour usage communautaire et domestique.

Équilibrage des programmes d'aide du gouvernement afin d'accorder un support accru au développement régional.

Nouveaux programmes d'infrastructure pour appuyer la déconcentration et le retour en région de la force de travail du Québec.

14. Agriculture / Pêcherie

Économie de marché préservée / gestion de l'offre

Favoriser et mettre en valeur le terroir québécois

Élimination de la taxe de vente sur les produits du Québec

Protection et restitution des terres agricoles

Soutenir les familles qui désirent former des COOP de rachat pour les terres patrimoniales

Préservation de la ressource

Investir dans des écoles d'agriculture

15. Ressources naturelles

Forêt

Sous-sol – Mines – Gaz / Pétrole

Pour une société nouvelle dans un Québec souverain - 2007 V1.11

<http://ActionSouverainiste.org>

L'Action Souverainiste

Bâtissons ensemble un Québec souverain

Hydro-électricité / énergie éolienne

Élaboration et renégociation des ententes énergétiques avec nos voisins (pétrole contre électricité / pétrole contre eau potable).

16. Environnement

Protéger l'environnement.

Réduire la pollution urbaine :

Favoriser la déconcentration vers les régions.

Programmes de mise en valeur et de renaturalisation de certains espaces urbains.

Programmes de toits verts.

Réduire l'émission de GES et notre dépendance aux énergies fossiles :

Programmes d'économie d'énergie (isolation, biénergie, remplacement par de nouvelles technologies, etc.).

Taxes de luxe sur les véhicules énergivores et véhicules récréatifs (permis spécial requis)

Favoriser les énergies renouvelables (éoliennes domestiques, géothermique, etc.)

Nationaliser le développement de l'éolien : grande échelle et domestique.

Mise en valeur du patrimoine écologique.

Programme de réduction des émissions et des écoulements polluants.

Programmes de transport en commun urbain et transport de banlieue alimenté à l'électricité, ex : réseau ferroviaire, train de banlieue, minibus, tramway et monorail.

Développement de petits véhicules électriques pour usage urbain.

Incitatifs à la réduction de la consommation d'essence et à l'utilisation de véhicules propres et efficaces.

Politique de l'eau :

L'eau en tant que ressource périssable.

Décontamination et protection des cours d'eau.

Pour une société nouvelle dans un Québec souverain - 2007 V1.11

<http://ActionSouverainiste.org>

L'Action Souverainiste

Bâtissons ensemble un Québec souverain

17. Institutions démocratiques

Refonte de la loi électorale du Québec

Élections à date fixe

Limite de 2 mandats consécutifs du même Premier ministre

Scrutin à un seul vote avec réforme du système parlementaire à nombre de sièges variable afin d'avoir une représentation proportionnelle à l'Assemblée nationale

Gouvernance des régions

Segmentation du pouvoir exécutif confié à un «Conseil régional» lequel aura la responsabilité de redistribuer les ressources et de gérer le développement régional selon les plans d'affaires et les objectifs que s'est donné le Québec.

Le plan d'ensemble de développement du Québec ainsi que la coordination interrégionale demeurent centralisés à Québec et maintenu et soumis à l'approbation des Québécois selon un plan quinquennal.

Constitution du Québec

Commission parlementaire – consultation – rédaction - présentation

Référendum sur l'adoption de la nouvelle Constitution du Québec proposé simultanément avec la prochaine élection, la question sur l'adoption étant posée sur le bulletin de vote.

18. Remboursement de la dette

Engagement : réduire (et maintenir) à moins de 5% le «service de la dette»

Plan de remboursement :

19. Identité et rayonnement international

Élire une assemblée constituante pour élaborer un projet de Constitution du Québec.

Tenir un référendum pour ratifier la Constitution du Québec.

Émettre une carte d'identité qui servira aussi de carte d'électeur.

Préparation d'un passeport québécois

Ouverture de bureaux de représentation du Québec

Pour une société nouvelle dans un Québec souverain - 2007 V1.11

<http://ActionSouverainiste.org>

L'Action Souverainiste

Bâtissons ensemble un Québec souverain

20. Prises de position sociales et morales

Les enjeux abordés ici ne sont pas des enjeux prioritaires pour l'Action Souverainiste, mais conscient que lors d'une campagne électorale il est probable que ces enjeux seront soulevés, nous devons être prêt à débattre entre autres des sujets comme la prostitution, l'utilisation de drogues douces et peut-être même de l'avortement, alors voici sommairement les positions qu'entend adopter l'Action Souverainiste.

Conformément à ses valeurs de respect des individus et de leurs droits fondamentaux, de même qu'à ses valeurs de tolérance et de non-discrimination basée sur les orientations religieuses et sexuelles, l'Action Souverainiste :

- Supporte le libre choix de la mère dans la décision d'interruption volontaire de la grossesse;
- Reconnaît l'union maritale entre personnes de même sexe;
- Bien qu'elle s'oppose à l'édification de ces libertés en industrie du vice, afin d'éviter de criminaliser plusieurs milliers de Québécois coupables de ces seules infractions, l'Action Souverainiste favorise la décriminalisation de la prostitution individuelle ainsi que la consommation de la marijuana. Cette position permettrait entre autres aux usagers de cannabis de se procurer des produits contrôlés et aux travailleurs du sexe d'obtenir un bon suivi médical et à tous d'éviter de sombrer dans la délinquance, dans la clandestinité et de devenir des proies faciles pour les organisations criminelles.

Pour une société nouvelle dans un Québec souverain - 2007 V1.11

<http://ActionSouverainiste.org>

34/36

L'Action Souverainiste

Bâtissons ensemble un Québec souverain

ANNEXE

«Commission sur le déséquilibre fiscal»

Dans notre plate-forme politique, qui trace les grandes lignes du défi que propose l'Action Souverainiste à la population du Québec, on ne peut pas détailler tout dans les moindres détails.

Premièrement, précisons qu'il ne s'agit pas ici d'une "Commission parlementaire" mais d'une entité dûment formée, dûment mandatée et dûment financée dont le modèle d'organisation reste à définir précisément (modèle hybride du genre Conseil de la famille ou Conseil de la langue française et Commission d'enquête).

Cette Commission devra avoir des pouvoirs d'enquête et de convocation de témoins. Une loi spéciale votée par l'Assemblée nationale lui donnera ce champ de manœuvre.

Le but de cet organisme est carrément de préparer le Québec à assumer le plein contrôle de la fiscalité qui s'exerce sur son territoire.

C'est une démarche complexe. On a la démarche de démonstration des abus constitutionnels (volet Commission d'enquête). Puis on a la démarche d'identification des modifications à apporter aux lois du Québec pour assumer la fiscalité totale du Québec. Ensuite on a la démarche d'élaboration d'une péréquation «renversée» qu'il faut préparer (s'il s'avère qu'on est peut-être encore lié par certains engagements constitutionnels). Et finalement, il faut préparer et présenter les amendements à la loi 99 pour réaliser cette autonomie fiscale.

Ce n'est pas une mince affaire. Contrôler NOTRE fiscalité c'est 100% un enjeu national auquel tous les partis politiques doivent souscrire.

Voici d'autres détails dont il faudra débattre.

Pour être efficace, ça doit être léger, ça doit coller de très près à l'Assemblée nationale, et surtout, ça doit être de très haut calibre car n'oubliez pas, il est question ici de challenger les opérations du gouvernement central par rapport à l'interprétation québécoise des engagements constitutionnels du Québec.

On aura sûrement besoin de convoquer les sommités de plusieurs domaines, des sommités québécoises, canadiennes et internationales.

Le tout devant se dérouler en toute transparence et être fortement diffusé à la télé (acheter du temps d'antenne ?) et couvert par les médias.

Tous les efforts de cette Commission n'ont comme seul but de donner au Québec le plein contrôle sur l'ensemble de la fiscalité qui s'y exerce.

Pour une société nouvelle dans un Québec souverain - 2007 V1.11

<http://ActionSouverainiste.org>

35/36

L'Action Souverainiste

Bâtissons ensemble un Québec souverain

C'est la grande priorité de l'Action Souverainiste.

En ce qui concerne les délais, disons qu'il faut réaliser la "souveraineté fiscale" du Québec en deux ou trois ans maximum.

Mais c'est toujours le Peuple du Québec qui décide.

Pour une société nouvelle dans un Québec souverain - 2007 V1.11

<http://ActionSouverainiste.org>

36/36

Robert Graveline

Direction@ActionSouverainiste

2007/08/20